

Fermeture du centre de sauvetage maritime reportée



Annie Morin

Le Soleil

(Québec) La fermeture du centre de recherche et de sauvetage de la Garde côtière canadienne à Québec est reportée d'un an.

L'annonce a été faite la semaine dernière aux employés, mais aucune communication officielle n'a suivi.

Le groupe Sauvons MRSC Québec, qui tente d'empêcher la fermeture du centre, a cependant fait état sur son site Internet des informations transmises presque simultanément aux employés de Québec, de Saint John's, d'Halifax et de Trenton.

En deux temps

Il a ainsi été confirmé que le centre de sauvetage maritime de Saint John's disparaîtra comme prévu, le 1er avril. À Québec, par contre, le transfert des opérations se fera en deux temps. À partir de l'automne, les incidents pour la région de l'estuaire et du golfe Saint-Laurent, à l'est de Cap-à-l'Aigle, seront gérés par le centre de coordination d'Halifax. Au printemps 2013, les appels pour la région du fleuve Saint-Laurent, à l'ouest de Cap-à-l'Aigle et jusqu'en Ontario, seront transférés à Trenton. Aucune date précise n'a été avancée.

Hubert Desgagnés, porte-parole de Sauvons MRSC Québec, hésite à dire que cette année de sursis est une bonne nouvelle. «La gestion n'a pas changé son fusil d'épaule», dit l'ex-employé de la Garde côtière.

Travailleurs bilingues?

Seulement il faudrait agrandir les locaux à Trenton et à Halifax et surtout il serait difficile de faire le plein de travailleurs bilingues. Moins de la moitié de la douzaine de postes disponibles seraient attribués. Certains intéressés suivraient des cours de français. «Ça va fermer, sauf qu'on ne peut pas fermer maintenant», résume M. Desgagnés.

Les opposants utiliseront tout de même les mois supplémentaires mis à leur disposition pour tenter d'obtenir une révision de la décision prise par Ottawa. Ils espèrent que le rapport du commissaire aux langues officielles, qui enquête présentement pour déterminer si les droits des francophones sont menacés par le déménagement des services fédéraux, leur donne des munitions.

Nathalie Letendre, porte-parole de la Garde côtière, n'était pas en mesure de commenter les développements, hier. «Je n'ai pas d'information à donner pour le moment», s'est-elle bornée à dire. Neuf employés de la Garde côtière répondent à plus de 1500 appels de détresse par année à partir de Québec.